

Taxe d'accise—Loi

Les indicateurs économiques que j'ai cités révèlent que nous sommes dans la bonne voie, monsieur le Président. Les mesures difficiles prévues dans le projet de loi C-80 prouvent clairement que le gouvernement tient sa promesse de favoriser la relance économique et la création d'emplois.

• (1220)

Je pense que notre gouvernement est sur la bonne voie. Les mesures difficiles proposées dans le projet de loi C-80 témoignent clairement de l'engagement du gouvernement à l'égard des Canadiens et de sa détermination à favoriser la relance économique et à créer des emplois.

Des voix: Bravo!

M. Cassidy: Monsieur le Président, je remercie de ses observations le député de Bonavista-Trinity-Conception (M. Johnson). Il est intervenu en faveur du projet de loi et a déclaré que c'était une bonne idée de payer de l'impôt de la sorte, que ses électeurs devraient payer plus cher l'alcool, l'essence et tous les biens et les services pour lesquels la taxe de vente sera en fait augmentée en vertu du projet de loi C-80. Il nous dit que ce genre de sacrifice vaut la peine d'être fait. Évidemment, il me revient à l'esprit la question suivante: dans quelle mesure ses électeurs, et quant à cela tous les habitants de Terre-Neuve, seront-ils avantagés par cette mesure?

A mon avis, les habitants de Terre-Neuve ne seront certainement pas avantagés, si avantages il y a, au même degré que leurs concitoyens du Canada central. A vrai dire, le secteur privé dans une région comme celle de Bonavista-Trinity-Conception n'est pas particulièrement florissant. Il y a dans cette région très peu de richards qui pourront se prévaloir de l'exemption de \$500,000 sur les gains en capital, grâce aux mesures mises en œuvre par le gouvernement. Par contre, on y compte beaucoup de chômeurs ou de pêcheurs qui sont acculés au pied du mur par la décision du gouvernement conservateur de permettre au ministère du Revenu national de réclamer aux pêcheurs des arriérés d'impôt, ce qui risque de les forcer à abandonner la pêche, si ce n'est déjà fait. Les prises n'ont jamais été aussi maigres depuis de nombreuses années dans cette région du pays.

Je me pose donc la question suivante: si un gouvernement voulait faire souffrir tous les citoyens dans une certaine mesure en augmentant les taxes régressives dans le but de pouvoir créer des emplois dans les régions défavorisées du pays, cette stratégie pourrait à la rigueur être défendable. Toutefois, peut-on vraiment justifier de prendre de l'argent dans certaines régions où le chômage sévit et où l'économie est dans le marasme pour le remettre à des gens qui bénéficient de gains en capital provenant d'investissements dans l'achat d'appartements à Manhattan, d'œuvres d'art, ou d'appartements en copropriété en Floride ou à Palm Springs, en Arizona?

Le député pourrait peut-être dire à la Chambre combien de ses électeurs seront effectivement en mesure de bénéficier de l'exemption de la taxe sur les gains en capital provenant d'investissements immobiliers à l'étranger, par exemple, et nous expliquer quelles en seront les conséquences en matière de création d'emplois dans sa région dont je sais qu'il se préoccupe beaucoup. Peut-être pourrait-il nous éclairer en ce qui

concerne les emplois créés pour les jeunes, les femmes mariées et les travailleurs en général, dans la circonscription de Bonavista-Trinity-Conception.

M. Johnson: Monsieur le Président, je remercie le député de ses observations et de sa question. Il n'ignore sans doute pas que j'ai dit, dès le départ, que nous n'avions pas lieu de nous réjouir de ce projet de loi, mais que c'était néanmoins une mesure nécessaire et équitable.

Même si les citoyens de ma circonscription ne profiteront peut-être pas de toutes les dispositions prévues dans cette mesure, étant donné l'immensité de notre pays, qui s'étend de Terre-Neuve à la Colombie-Britannique, il nous faudrait rester ici, jour après jour, pendant bien des années, si nous voulions voter une loi répondant parfaitement aux exigences et aux besoins de toute la population du pays. Je suis parfaitement au courant des difficultés de la circonscription de Bonavista-Trinity-Conception. Une partie des impôts recueillis dans les régions plus prospères du pays servira à payer les 9.5 millions de dollars dont la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) a annoncé l'octroi aujourd'hui, à Terre-Neuve. Cet argent aidera les pêcheurs et les travailleurs des conserveries qui, cet été, malgré les efforts qu'ils ont déployés pour gagner leur vie, n'ont pas eu la chance de trouver suffisamment de poisson ou de travail pour avoir droit à l'assurance-chômage. Dans la région d'où je viens, beaucoup de gens comptent sur l'assurance-chômage pour compléter leur revenu. Ils n'en tirent évidemment aucune fierté, mais ils doivent s'y résoudre parce qu'ils n'ont pas la chance de vivre dans une région industrielle et qu'ils ne peuvent trouver qu'un emploi saisonnier. Ces gens-là doivent compter sur la prospérité des autres régions du pays. C'est là le but de la Confédération. Il s'agit de partager les richesses entre les régions nanties et les régions pauvres du Canada.

M. Cassidy: Monsieur le Président, encore une fois, je remercie le député de ses observations, mais je lui ferai valoir que le partage traditionnel des richesses entre les différentes régions ne se fait plus de la même façon depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement. Jusqu'ici, les régions les plus prospères et notamment le sud de l'Ontario et l'Alberta, à une certaine époque, aidaient les provinces comme Terre-Neuve qui étaient moins favorisées. Le député n'ignore sans doute pas que l'augmentation de la taxe de vente est un impôt régressif. Il touche les économiquement faibles plus durement que les riches.

Le député a déclaré que les citoyens de sa circonscription ne profiteraient peut-être pas tous de ces mesures. A mon avis, les citoyens de Bonavista-Trinity-Conception perdront de l'argent à la suite de la redistribution des richesses prévue par le projet de loi C-80. Ce sont eux qui devront payer pour financer les riches de Toronto, de Montréal et peut-être même d'Ottawa et d'autres régions qui profiteront de l'exonération d'impôt de \$500,000 sur les gains en capital. A ce qu'on m'a dit, ces riches roulent tous en BMW, mais je ne pense pas que les travailleurs de l'automobile du Canada aient jamais fabriqué de BMW, même pas dans le sud de l'Ontario. Ces voitures sont faites en Allemagne de l'Ouest.